



Pomme de terre

hebdo

LE JOURNAL DE LA POMME DE TERRE - n°1452 - 27 novembre 2025

L'ensemble des informations économiques et statistiques sur la production, la consommation sur le marché du frais français, l'export et toutes les autres informations économiques (tableaux de bord mensuels, cotations hebdomadaires, etc.) peuvent être retrouvées sur cnipt.fr 🍷

ASSISES DE L'EXPORT CNPA

L'export allié de la souveraineté alimentaire

Lors des premières Assises de l'export alimentaire, les membres du Collectif pour l'export alimentaire réunis au sein du CNPA ⁽¹⁾ réaffirment que l'export est essentiel à l'équilibre économique de nombreuses filières agricoles françaises.



Les Français en sont largement conscients : exporter n'empêche pas de nourrir notre propre population. Bien au contraire, dans plusieurs secteurs (céréales, vins, produits laitiers), l'exportation soutient la valeur, les revenus et l'investissement, tout en renforçant notre poids sur la scène mondiale. Depuis quelques années nous assistons à un changement de paradigme et le sens donné à l'export a évolué passant de la nécessité d'autosuffisance à la notion de souveraineté alimentaire.

L'autosuffisance visait l'indépendance par la production

Pendant les décennies qui ont suivi l'après-guerre, l'objectif agricole français était clair : l'autosuffisance. Produire assez pour nourrir la population, moderniser l'agriculture, sécuriser l'approvisionnement. Dans ce modèle, gravé dans la PAC, la priorité était simple : produire suffisamment pour éviter toute dépendance extérieure. Un modèle efficace, pro-

ductif, qui a fait de l'Europe une puissance agricole majeure. Dans ce modèle, l'exportation est constituée par les produits en surplus.

La souveraineté vise la maîtrise de notre système alimentaire dans toutes ses dimensions

Depuis les années 2000 – et plus encore après la crise du Covid – un nouveau concept s'impose : la souveraineté alimentaire.

Cette notion introduit une dimension plus politique et sociétale. Elle affirme le droit des peuples à décider de leur propre système alimentaire : modes de production, normes environnementales, organisation des marchés, rémunération des producteurs, rôle du commerce international.

L'enjeu n'est plus uniquement combien nous produisons, mais comment, pour qui et avec quelles contraintes environnementales et géopolitiques.

⁽¹⁾ Centre National pour la Promotion des produits Agricoles : ANIA, Anivin de France, Chambres d'Agriculture France, CNIPT, CNMCCA, FNSEA, INAPORC, INTERBEV, INTERCEREALES, INTERFEL, La Coopération Agricole

À DÉCOUVRIR

Assises de l'export CNPA

1-2

L'export allié de la souveraineté alimentaire

Campagne 2026

3

Quand le marché dit « stop », chaque hectare de pommes de terre doit être un choix maîtrisé

Assemblée générale du CNIPT

4

Une matinée de conférence le 14 janvier 2026 à la FNCA

Pomme de terre hebdo est 100 % numérique.
Pour le recevoir par mail, veuillez vous inscrire sur cnipt.fr 🍷 dans l'onglet « Newsletter ».

(Suite page 2)

(Suite de la page 1)

L'exportation reste un élément central, sans être une fin en soi, de l'agriculture française.

S'il faut produire pour sécuriser l'approvisionnement intérieur l'équilibre des filières agricoles repose sur les échanges commerciaux et il s'agit d'exporter mieux. Les grandes filières exportatrices (céréales, vins, produits laitiers) conservent un rôle exportateur stratégique, même si on attend d'elles plus de valeur, de transparence et de durabilité. Les filières de proximité (fruits et légumes, élevage diversifié) s'orientent davantage vers les marchés internes.

L'enjeu aujourd'hui n'est donc pas de sortir de l'export, mais de réconcilier stratégie commerciale, sécurité alimentaire et transition agroécologique.

Les politiques publiques doivent impérativement tenir compte des réalités, contraintes, exigences des filières et concilier compétitivité à l'international et capacité nourricière alimentaire nationale.

Dans ce débat essentiel les filières agricoles et alimentaires membres du CNPA, dont le CNIPT, ont lancé une grande campagne d'information auprès des pouvoirs publics qui a connu un point d'orgue le 18 novembre dernier avec la tenue des premières Assises de l'export.

Ces Assises, ont été l'occasion de communiquer des éléments d'analyse inédits pour enrichir le débat public.

Résultats du Premier Observatoire des exportations alimentaires françaises du CNPA montre la dégradation des positions françaises à l'international ⁽²⁾

- Les produits agricoles et agroalimentaires représentent le premier poste d'exportation de la France avec 82,5 milliards d'euros en 2024, et 14 % du chiffre d'affaires global des exportations françaises
- Depuis dix ans la France, loin de profiter de la croissance de la demande alimentaire mondiale, voit ses performances reculer avec, de 2015 à 2024, une baisse en volume des exportations de 20 % pour les produits agricoles et de 7 % pour les produits agroalimentaires, et une baisse de parts de marché de 5 % à 4,2 %
- Les huit premiers mois de 2025 montrent une balance commerciale alimentaire historiquement basse avec une dégradation de 93 % du solde commercial cumulé, par rapport à la même période en 2024 (de 4,5 milliards € à 0,35 milliards €)

- Ces résultats s'expliquent notamment par une stagnation des exportations françaises vers l'Union européenne qui l'a amenée à perdre sa place sur le podium, derrière les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Espagne, qui suivent eux une dynamique de croissance.

Résultats de l'étude Elabe « Les Français, la souveraineté alimentaire et l'export » pour le CNPA ⁽³⁾

41 % des Français ont conscience de la baisse des exportations alimentaires de la France, ce qui représente une hausse de 6 points par rapport à la vague précédente de l'enquête en mars 2024

Et près de 8 Français sur 10 (76 %) jugent inquiétant le déclin de nos performances à l'export, une fois informés de la situation.

En conclusion

les exemples positifs, comme celui de la filière pommes de terre, ont un peu manqué, même si Madame Sabine Vajou a bien représenté la filière dans les témoignages.

Ces Assises exploraient, en effet, les causes du déclin des performances de la France à l'international plutôt que les raisons du succès de certaines filières. L'objectif était de mettre en évidence les freins à lever et les solutions pour permettre une relance durable de nos exportations.

Les propositions formulées consistent à simplifier et assurer une meilleure coordination entre les pouvoirs publics et les acteurs du secteur, à améliorer l'accès aux marchés porteurs et l'accompagnement des entreprises dans les pays clés, favoriser la participation aux salons internationaux sous une même bannière française et à mieux promouvoir nos productions à l'international. ■

Florence ROSSILLION - Directrice du CNIPT

⁽²⁾ L'objectif de cet Observatoire est de mettre en perspective les résultats agricoles et agroalimentaires de la France par rapport aux échanges internationaux, sur l'année écoulée, et en tendancier sur les 10 dernières années, et de décrypter la position de la France sur les marchés mondiaux. Les détails des résultats de l'Observatoire et de l'étude sont disponibles sur le site <https://www.export-agroagri.fr/> 

⁽³⁾ Cette étude permet d'apporter une dimension complémentaire à l'Observatoire en croisant les données objectives sur le sujet de l'export avec la perception qu'en a le grand public. La 2^e vague d'enquête, réalisée en septembre 2025, montre la grande sensibilité des Français à ces enjeux majeurs. Les résultats de l'étude Elabe pour le CNPA sont accessibles sur <https://www.export-agroagri.fr/actualites/les-francais-la-souverainete-alimentaire-et-lexportation> 

« Les politiques publiques doivent impérativement tenir compte des réalités, contraintes, exigences des filières et concilier compétitivité à l'international et capacité nourricière alimentaire nationale. »



CAMPAGNE 2026

Quand le marché dit « stop », chaque hectare de pommes de terre doit être un choix maîtrisé

À l'heure où les producteurs finalisent leurs assolements pour 2026, l'UNPT rappelle un constat désormais clair : la campagne 2025 en pommes de terre de conservation nous rappelle avec grande violence les conséquences d'un déséquilibre lorsque la production progresse plus vite que la demande. Avec près de 8,5 millions de tonnes récoltées (+13 % vs 2024) sur 197 000 hectares (+15 % vs 2024), la filière a atteint un niveau de production record.

Lors de la préparation de la campagne 2025, l'UNPT avait pourtant attiré l'attention sur le risque d'une hausse des surfaces déconnectée des signaux réels des marchés à horizon 2030. Les mois suivants ont confirmé cette mise en garde. Dès le printemps, la conjoncture s'est retournée : ventes de produits finis au grand export en recul, désengagements commerciaux, projets d'investissement temporisés, production européenne annoncée en nette hausse. À la nouvelle récolte, l'effet a été net : une demande industrielle atone en dehors des contrats, des volumes plus difficiles à écouler et un prix du libre effondré entre 5 et 15 €/t sur certaines cotations « industrie » européennes... plongeant des producteurs dans des situations extrêmes voire dramatiques.

Face à cette crise conjoncturelle, rien ne permet d'annoncer que le marché français ou européen - en industrie comme en frais - sera en mesure de redémarrer en 2026 ni d'absorber une tonne supplémentaire sans tension. Ce n'est pas la production qui manque, mais les opportunités de marché.

Dans ce contexte, l'UNPT rappelle qu'un hectare de pomme de terre mobilise plusieurs milliers d'euros avant même la première tonne récoltée - des coûts de production qui, de surcroît, continuent d'augmenter année après année. Sans contrat réellement solide et honoré, sans débouché sécurisé en volumes comme en prix, sans stratégie de stockage maîtrisée et sans trésorerie robuste, cet hectare supplémentaire peut rapidement devenir un facteur de rupture économique pour l'exploitation. La liberté de produire ne peut être confondue avec la liberté de fragiliser son propre outil de travail - ni, par ricochet, l'équilibre de toute la filière.

La préparation de la campagne 2026 appelle donc à la lucidité individuelle et collective. Les promesses de débouchés faciles n'existent pas : seul le marché réel doit guider les décisions. Il ne s'agit pas de renoncer à la pomme de terre, mais de la considérer pour ce qu'elle est : une culture exigeante, risquée, capitalistique, dont la rentabilité dépend d'un marché solvable et cohérent. ■

EN BREF...

Europe du Nord Ouest

Pour le NEPG, la période est « exceptionnellement difficile »

Les producteurs de pommes de terre des quatre pays de l'Europe du Nord Ouest (Allemagne, Pays-Bas, Belgique et France) « s'apprentent à traverser une période exceptionnellement difficile, écrit le NEPG. Les cours du marché libre sont extrêmement bas – entre 0,50 et 4,00 €/100 kg selon les pays, les variétés, et les industriels ont clairement annoncé que les prix contractuels et les volumes contractés seraient réduits pour la saison 2026-27 ». La production globale de la zone devrait tourner autour de 27,2 millions de tonnes, soit 10 % de plus qu'en 2024. Plusieurs facteurs ont conduit à cette situation. « Des plantations précoces dans de bonnes conditions, une augmentation de 7 % des emblavements et une hausse de

5 % des rendements, combinées à des précipitations globalement suffisantes (.) ont permis une production globale » en hausse explique le NEPG. « Du côté de la demande, la contraction du marché mondial des frites surgelées (due à la combinaison des « droits de douane Trump », d'un euro fort par rapport au dollar américain et de l'augmentation des ventes de produits transformés en provenance de Chine, d'Inde, d'Égypte, de Turquie et d'autres pays émergents producteurs de frites) a conduit à cette situation difficile. » « Rien n'indique que les problèmes de compétitivité (de la frite européenne) qui affectent le marché mondial des frites surgelées seront résolus à court terme. Dans ce contexte, chaque producteur doit se poser une question essentielle : peut-il réellement assumer le risque économique de conserver ses surfaces actuelles dédiées à la pomme de terre » conclut le NEPG.

AGENDA

4 décembre 2025

Congrès de la FN3PT

(Parc Astérix, Plailly, Oise)

www.plantdepommeeterre.org

12 décembre 2025

AG du GIPT

(Paris)

www.gipt.net

14 janvier 2026

AG du CNIPT

(Paris)

www.cnipt.fr

28 janvier 2026

Journée de l'innovation - pomme de terre

Amiens

29 janvier 2026

Salon Pro Pom'

Arras (Pas-de-Calais)

www.unpt.fr

17 mars 2026

Forum Végétal

Paris

www.forum-vegetable.fr

Éditeur CNIPT

43-45 rue de Naples

75008 Paris

Tél. : 01 44 69 42 10

Directrice de publication Rédactrice en chef :

Florence Rossillion

Conception graphique :

Aymeric Ferry

Dépôt légal : à parution

ISSN n° 0991-3351



Cliquez sur les liens pour en savoir plus

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU CNIPT

■ Une matinée de conférences le 14 janvier 2026 à la FNCA

La filière se donne rendez-vous, à partir de 10h00, pour une matinée afin de réinventer son avenir.

Après l'Assemblée générale statutaire, professionnels, experts et décideurs se réuniront pour échanger, débattre et dessiner les grandes lignes du secteur pour demain. Sur le thème « *Réinventer la filière : imagination, action et fierté collectives* », cet événement mêlera anticipation et pragmatisme face aux défis économiques, techniques et climatiques qui secouent la filière pommes de terre.

Au programme

Une première table ronde posera **un regard sans concession sur le marché du frais**.

Après une mise à jour sur les chiffres clés de la filière, les intervenants (producteurs, négociants-conditionneurs, exportateurs, commerçants et experts économiques) débattront des enjeux, défis, opportunités pour la pomme de terre de consommation et de primeur, en France et à l'export dans un contexte de marché tendu, et pour certains désespérant.

La seconde table ronde ouvrira **le champ des possibles avec la présentation de quatre scénarios prospectifs** issus d'un travail collectif mené en 2023-2024, en partenariat avec FranceAgriMer. Innovation variétale, sobriété réussie, décroissance contrainte, impasses techniques et climatiques : autant de futurs possibles qui seront analysés pour faire émerger des stratégies partagées et des actions concrètes à engager dès aujourd'hui. Les représentants des filières impliquées dans ce travail apporteront leur vision et croiseront leurs regards pour relier ces visions prospectives à la réalité.

À travers ces deux temps la matinée vise à créer un espace de dialogue constructif entre les professionnels avec l'objectif de faire émerger les leviers communs qui permettront à la filière de bâtir ses trajectoires d'avenir. Cet événement s'annonce comme un rendez-vous incontournable pour tous ceux qui souhaitent comprendre les mutations en cours et participer activement à la construction d'une filière plus résiliente, plus innovante et plus unie.

Pour être invité : cnipt@cnipt.com  

Florence ROSSILLION - Directrice du CNIPT

EN BREF...

Spectacle**Marc Fichel, le troubadour de la pomme de terre**

Marc Fichel, le patatophile chantant, a régalé son public de savoureuses tranches de vie de Rungis dimanche 23 novembre au Studio Hébertot à Paris. Grossiste en pommes de terre, Marc anime aussi la vie des halles par sa gouaille, sa joie de vivre, son humour et ses chansons. Amoureux des pommes de terre, qu'il connaît sur le bout des tubercules, Marc complète son temps déjà chargé à créer des chansons et des spectacles ... dès qu'il se met au piano on a tous envie de chanter avec lui l'amour et les pommes de terre. Une belle découverte et merci à ses soutiens : Marché de Rungis, les Trois Laboureurs et sa propre entreprise Distri'pom.

Profession**Un nouveau président à la Coordination rurale**

Lors de son 32^e congrès, qui s'est tenu les 18 et 19 novembre à Auch (Gers), la Coordination Rurale, a élu son nouveau président : Bertrand Venteau. Il succède à Véronique Le Floc'h, qui reste membre du comité directeur national. À 46 ans, Bertrand Venteau est éleveur de vaches limousines à Saint-Yrieix-la-Perche et président de la Chambre d'agriculture de la Haute-Vienne. A l'occasion de ce congrès, la CR a rappelé ses combats prioritaires : opposition ferme au traité Mercosur ; défense des financements PAC ; juste indemnisation des éleveurs victimes d'abattages (bovins, avicoles) ; lutte contre les normes déconnectées du terrain ; défense du modèle familial agricole et de la souveraineté alimentaire.

Événement**Le CNIPT à La Tablée des Chefs**

Le CNIPT a participé au dîner caritatif organisé par l'association La Tablée des Chefs, à l'occasion de sa 9^e édition placée sous le signe de la Dolce Vita. L'association œuvre pour l'éducation alimentaire des jeunes

générations notamment dans les écoles. Par sa présence à cet événement, le CNIPT soutient les actions de La Tablée des Chefs en faveur d'une meilleure sensibilisation à l'alimentation dès le plus jeune âge.

Événement**Carrefour Espagne met la pomme de terre française à l'honneur**

Du 26 novembre au 2 décembre, Carrefour Espagne organise la Semaine française dans ses hypermarchés et supermarchés. À cette occasion, la pomme de terre française bénéficie d'une mise en avant spécifique, avec des implantations dédiées en magasin. Le lancement officiel a eu lieu le mercredi 26 novembre au Carrefour Alcobendas (Madrid), en présence de Mme l'Ambassadrice Kareen Rispal et de Mme Élodie Perthuisot, directrice générale de Carrefour Espagne. L'événement a été animé par un show cooking du Chef Charles Soussin, valorisant la diversité de l'offre française et sa segmentation, suivi d'un cocktail de networking. Cette opération s'inscrit sous la bannière Taste France et est organisée par Business France Espagne, avec l'objectif de renforcer la visibilité et la dynamique commerciale de l'offre française sur un marché stratégique.

